

## Recherches sociographiques



### Association des économistes québécois, *Économie et indépendance*

Michel Boucher

Volume 19, numéro 2, 1978

Professions

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055794ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055794ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boucher, M. (1978). Compte rendu de [Association des économistes québécois, *Économie et indépendance*]. *Recherches sociographiques*, 19(2), 282-282.  
<https://doi.org/10.7202/055794ar>

Association des économistes québécois, *Économie et indépendance*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1978, 331p. (« Économie et développement ».)

Ce livre collige des textes présentés au dernier congrès des économistes tenu en avril 1977. Si nous excluons les deux communications de Bernard Landry et d'André Raynauld qui présentent le débat sous l'angle politique, tous les autres textes traitent de l'indépendance du Québec sous la dimension strictement économique, toutes choses étant égales par ailleurs. Plus spécifiquement, les auteurs abordent les incidences macro-économiques de la souveraineté du Québec par le biais de la politique de stabilisation, de la politique commerciale, de la monnaie et des conséquences sur l'économie canadienne. Tous les économistes, sans exception, arrivent à la conclusion que les performances relatives d'un Québec souverain ne pourraient guère dépasser celles attribuées présentement au gouvernement fédéral. On découvre très rapidement les contraintes inhérentes à une économie de faible taille relative comme le Québec. Sur le plan des politiques stabilisatrices par exemple, l'interdépendance nord-américaine constitue un obstacle très sérieux, sinon majeur, à l'efficacité de politiques contra-cycliques québécoises. Le même raisonnement est de rigueur pour la politique commerciale puisque les termes de l'échange sont fixes et que la mobilité des capitaux est très forte. Quant à la monnaie, on fait remarquer que les bénéfices de la création d'une monnaie québécoise s'avèrent extrêmement douteux en regard de l'arrangement institutionnel existant. Sur le dernier thème traité, en l'occurrence l'impact de l'indépendance du Québec sur l'économie canadienne, les divers auteurs jettent des jalons qui relèvent autant du sens commun, de la prospective que de l'imagination.

En guise de remarques finales, il conviendrait de faire quelques observations. Tout d'abord, les divers auteurs recensés emploient un arsenal d'instruments qui ne sont pas faits pour analyser le problème fondamental, à savoir le coût d'être francophone en Amérique du Nord. D'où l'impression pour le lecteur que l'utilisation de ces concepts macro-économiques semble dénuée de tout sens et qu'ils constituent un voile cachant la réalité plutôt qu'interprétant le vécu. La deuxième observation est de portée méthodologique. L'économique se distingue de toute autre science sociale, non par son objet d'analyse, mais plutôt par son approche, en l'occurrence l'individualisme méthodologique. Toutes les sciences sociales, quelles qu'elles soient, analysent les comportements humains dans leur globalité et non dans leur dimension strictement disciplinaire. Or, les divers textes recensés ne se préoccupent que des aspects macro-économiques du comportement des individus qui constituent une société. Par conséquent, si cet ensemble de communications représente la seule contribution des économistes au débat actuel, il faut déclarer, sans hésiter, qu'elle est de valeur marginale et négligeable. Si la réalité, de plus en plus complexe, est constituée d'une mosaïque de dimensions, pourquoi faudrait-il privilégier l'économique plutôt que les sciences occultes?

Michel BOUCHER

*École nationale d'administration publique,  
Université du Québec.*

Henry MILNER, *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978, 257p.

Le lecteur un peu spécialisé dans l'étude du Québec apprendra peu en lisant cet ouvrage. Par contre il n'aura pas souvent l'occasion de prendre l'auteur en faute. Milner connaît bien le Québec et sa documentation est variée. Ces qualités rendent le livre utile pour le lecteur anglophone qui cherche à se faire une idée rapide et complète des développements récents de la politique au Québec.